

Il faut une révision rapide du règlement Reach

21 avril 2023

40 organisations écrivent à Elisabeth Borne pour l'inciter à agir en faveur d'une révision rapide de REACH.

REACH : règlement européen sur les produits chimiques.

Contexte

Depuis plusieurs mois, nos organisations agissent pour que soit adoptée une révision rapide du règlement européen sur les produits chimiques REACH. (REACH est le règlement qui encadre la fabrication et l'utilisation des substances chimiques au sein de l'Union européenne). Entré en vigueur en 2007, de nombreuses failles limitent son efficacité et témoignent de l'importance de le réviser au plus vite pour protéger la santé et l'environnement des Européens. Alors que la proposition de révision devait être publiée en 2022, elle a été repotée plusieurs fois. Ce retard est inquiétant compte tenu des futures élections européennes de 2024 : si la révision de REACH n'est pas présentée avant l'été, il y a un risque que la future Commission ne reprenne pas le dossier et une incertitude quant à la prochaine composition du Parlement européen, qui risquerait d'être moins engagé sur le sujet.

40 organisations écrivent à la Première Ministre, E. Borne pour l'appeler à agir !

Nos organisations, dont Indecosa CGT, ont écrit mardi 18 avril à la Première Ministre, Elisabeth Borne, et lui demandent de faire valoir une position française claire, forte et ambitieuse auprès de la Commission européenne, et notamment auprès du commissaire Thierry Breton, afin de finaliser au plus vite cette réforme.

En effet, depuis plusieurs mois, différents journaux ([Contexte](#), [Mediapart](#), [Le Monde](#)) et des associations dénoncent une proximité problématique entre le commissaire européen au marché intérieur et les lobbies de l'industrie chimique qui a pour conséquence d'induire un retard de la mise en œuvre de la révision de REACH.

Reach : Un retard qui serait catastrophique et incompréhensible

Ce retard, s'il se confirmait, serait catastrophique car les enjeux sanitaires et environnementaux concernés par cette révision sont immenses. En France, la médiatisation de la pollution des PFAS, polluants éternels retrouvés dans tous les milieux dont notre eau potable, en est un exemple. Il est plus que temps de protéger la santé des citoyens européens et des français. Près de 90% des citoyens français s'inquiètent de l'impact des produits chimiques sur leur santé et l'environnement (Eurostat, mars 2020, [Eurobaromètre](#)), et à raison : une étude récente de l'agence environnementale européenne affirme que 10% des cancers dans l'UE pourraient être empêchés car en partie dus aux pollutions dans le cadre de vie et partiellement imputables aux substances chimiques trouvées dans l'air ou dans les objets de consommation. Un tel retard serait d'autant plus incompréhensible alors même que de grandes [entreprises](#), des [mutuelles](#), des [médecins](#), [des chercheurs](#), appellent de leurs vœux cette réforme.

Internautes : mobilisez-vous !

Ensemble, interpellons la Première Ministre française pour que la France affirme sa position et agisse pour faire entendre à Thierry Breton l'importance d'une révision rapide de REACH :

<https://shaketonpolitique.org/interpellations/reach-revision/>

ONG françaises et associations (par ordre alphabétique) :

René Cadot, Président d'Action Santé Solidarité

Pierre-Michel Périnaud, Président d'Alerte des Médecins sur les Pesticides

Jean Azan, Administrateur des Ami.e.s de la Confédération paysanne

Mathé Toullier, Présidente de l'Association des Familles Victimes du Saturnisme

Philippe Bourlitio, Président d'AVICENN, Association de veille et d'information

civique sur les enjeux des nanosciences et nanotechnologies
Julien Kien, président de BioConsom'acteurs
Tania Pacheff, Présidente de Cantine sans plastique
Virginie Rio, Co-fondatrice du Collectif BAMP !, Association de patients de l'Assistance Médicale à la Procréation et de personnes infertiles
Michel Besnard, Président du Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest
Karine Pontroué, Collectif Je Suis Infirmière Puéricultrice
Benoit Menard, Secrétaire Général de la Confédération Syndicale des Familles
François Vetter, Conseil National des Associations Familiales Laïques
Ghislaine Sicre, Présidente de Convergence Infirmière
Alain Bonnec, Président d'Eau & Rivières de Bretagne
Karine Jacquemart, Directrice générale de Foodwatch France
Arnaud Schwartz, Président de France Nature Environnement
Nadine Lauverjat, Déléguée générale de Générations Futures
Jean-François Julliard, Directeur général de Greenpeace France
Christian Khalifa, Président de l'INCODESA-CGT, Information et Défense des Consommateurs Salariés CGT
Dr Annie-Claude Bénichou, Présidente de l'association Itawa
Dr Emmanuel Loeb, Président de Jeunes Médecins
Sylvie Ben Jaber, Présidente de La Mutuelle Familiale
Pierre Condamine, Les Amis de la Terre France
Evelyne Boulongne, Porte-parole du MIRAMAP, Mouvement Inter-Régional des AMAP
Gérard Frigaux, Président de Nature Environnement 17
Jérémy Suissa, Délégué Général de Notre Affaire à tous et Emma Feyeux, Présidente de Notre Affaire à Tous Lyon
Marie Madeleine Braud, Présidente d'Osmonde21
André Cicoella, Président du Réseau Environnement Santé
Dr. Pierre Souvet, Président de l'Association Santé Environnement France
Georges Cingal, Président de SEPANSO, Société pour l'étude, la protection et l'aménagement de la nature dans le Sud-Ouest
Christine Malfay-Regnier, Présidente de SOS MCS, les hypersensibles chimiques de France
Marie Thibaud, Fondatrice de Stop aux Cancers de nos Enfants
Françoise Vernet, Présidente de Terre & Humanisme
Christian Pons, Président de l'UNAF, Union Nationale de l'Apiculture Française

Didier Aubé, Secrétaire national de l'Union syndicale Solidaires

Philippe Ladougne, Président de Warrior Enguerrand, Stop aux cancers pédiatriques !

Véronique Moreira, Présidente de WECF France, Women engaged for Common Future

Organisations européennes

Patrizia Heidegger, Secrétaire Générale Adjointe du EEB, Bureau européen de l'environnement

Genon K. Jensen, Directrice exécutive de HEAL, Health and Environment Alliance

Nathalie Van Den Broeck, Vice-Présidente de Surfrider Foundation Europe